

MIDIE

7

Mouvement Démocratique des Etudiants
L a u s a n n e

Case Ville 1507

Rédacteur responsable G. Delaloye

S O M M A I R E

	page
Editorial	2
G. Delaloye L'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens	4
D. Person Le syndicalisme étudiant en France	10
Jacques Z. Un exemple à suivre : l'évolution de l'UNEF	14
xxx Les étudiants iraniens	17
MDE Résolution pour la défense de l'initiative contre l'armement atomique	20
R. Schnorf Noces de sang	23
G. Delaloye de 1945 à 1961 ...	29
M. Ehinger Petit panorama du néo-fascisme international (suite)	31
FLASHES	38
R. Jaccard Une Amérique impitoyable et sauvage ...	42
G.D. Partisans	45
J.A. Antonioli Mère Jeanne des Anges	47
Bibliographie	51
Activités et programme d'hiver du MDE	53
Appel aux étudiants	55

Au cours de ces dernières années, le gouvernement vaudois s'est montré assez "progressiste" en matière d'enseignement. Dans la mesure du moins, où nous faisons la comparaison avec les autres universités suisses.

Hélas ! estimant peut-être qu'après avoir donné quelques satisfactions à la gauche, il était nécessaire de renouer des contacts avec l'esprit réactionnaire libéral et chrétien-social, le gouvernement vient de promulguer deux mesures par lesquelles il reprend un peu de ce qu'il avait accordé aux étudiants par la démocratisation. Il s'agit en premier lieu de l'introduction du tarif forfaitaire pour l'inscription aux cours et deuxièmement de la discrimination prévue à l'égard des étudiants étrangers sur le plan des finances de cours, en Médecine, Pharmacie, Sciences et Police scientifique (à l'EPUL, le système est en vigueur depuis une année déjà - cf. Bulletin MDE No 1, 1960).

Une réforme financière était attendue depuis longtemps : maintenant que c'est chose faite, on peut se rendre compte que, comme de coutume, c'est l'étudiant qui est lésé par l'opération. Une petite enquête faite en Faculté des Lettres a révélé que tous les étudiants interrogés paient plus actuellement que l'an dernier.

Si nous sommes convaincus qu'une réforme s'impose, ne serait-ce que pour simplifier le travail du secrétariat en période d'inscription, nous ne sommes plus d'accord lorsque le Département saisit cette occasion pour augmenter le coût des études.

La seconde mesure décrétée, à savoir : discrimination, en matière de finances de cours, entre Suisses et étrangers (100.- fr. par semestre) est encore plus révoltante. Les autorités justifient leur décision en arguant que le manque de place rend absolument nécessaire une sélection des étudiants étrangers; or une discrimination

fondée sur les moyens financiers de l'étudiant est inadmissible. On sait que les étudiants du Tiers Monde sont ceux qui ont le plus de difficultés à supporter financièrement la charge de leurs études; le fait d'empêcher ces étudiants de fréquenter notre Université est-il une étape dans la réalisation du programme suisse d'aide aux pays sous-développés ?

Il semblerait que de tels problèmes ne se poseraient pas si les millions destinés à satisfaire les prétentions des colonels servaient, notamment, à construire des bâtiments universitaires.

La politique du gouvernement est d'autant plus inquiétante que le Conseil fédéral vient de recommander le rejet de l'initiative populaire contre l'armement atomique, ce qui aura pour cause (parmi d'autres) d'augmenter considérablement le budget militaire.

Il est inquiétant que, dans un pays qui prétend appliquer depuis des siècles les principes élémentaires de la démocratie, le gouvernement prenne de telles décisions, au moment où tant d'efforts s'unissent dans le monde entier pour lutter contre l'armement atomique.

Tous les étudiants se doivent de protester contre une telle décision qui met, par la faute de quelques esprits réactionnaires, tout leur avenir en jeu. (cf. résolution du MDE dans ce Bulletin)

Le Mouvement Démocratique des Etudiants, au nom des principes qui l'animent et qui sont ceux d'un syndicalisme étudiant s'insurge avec véhémence contre de telles décisions et projets. Il appelle tous les étudiants à s'allier à lui pour obtenir la suppression de toute discrimination à l'intérieur de l'Université. Il leur demande aussi de s'unir dans le soutien de l'initiative contre l'armement atomique de la Suisse.

L'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens

Par cet article, le premier d'une série qui paraîtra dans les prochains numéros de notre bulletin, nous commençons la présentation des différentes Unions Nationales d'étudiants. Notre choix s'est porté, pour commencer, sur l'UGEMA, afin de rendre hommage à la lutte courageuse que, depuis sa création, elle soutient contre le colonialisme français.

MDE

Naissance de l'UGEMA

Le syndicalisme étudiant nord-africain est né des différentes luttes de libération qui ont progressivement amené le Magreb à revendiquer l'indépendance totale des nations qui le composent. Pendant plusieurs années, les étudiants de Tunisie, d'Algérie et du Maroc étaient groupés au sein de l'AEENA, Association des Etudiants musulmans Nord-Africains. Mais dès que le nationalisme tunisien prit corps, les étudiants de ce pays constituèrent l'Union Générale des Etudiants de Tunisie (UGET), suivant la même voie, les étudiants algériens arrivèrent à la conclusion qu'ils avaient, eux aussi, des revendications précises à faire valoir dans leur propre cadre national : libération du pays - d'où nécessité de créer un syndicat étudiant qui œuvre en fonction de cette libération - et revendication d'un programme de démocratisation des études et de lutte contre l'analphabétisme. Cet instrument de lutte et de revendication naquit en juillet 1955 à Paris, ville qui groupait alors la majorité des étudiants algériens. La révolution algérienne était déjà en marche depuis six mois, et le nouveau syndicat se trouvait, en France, dans une situation ambiguë : en 1956, en effet, la grande majorité

des étudiants algériens fréquentent encore les universités françaises où les professeurs leur enseignent des principes qui sont quotidiennement bafoués en Algérie. Cette constatation amène l'UGEMA à décider une participation plus active et plus concrète à la lutte pour l'indépendance. La première manifestation publique de cette décision sera la grève des cours et des examens qui fut déclenchée en mai 1956.

L'UGEMA unité de combat

Devant le prologement de la guerre, l'UGEMA prend conscience de ce que, avant de former des cadres, il faut libérer le pays dans sa totalité, afin de ne pas être condamné à encadrer des ruines !

Une grande partie des étudiants rejoint alors le maquis et adhère à l'Armée de Libération Nationale. Mais ceux qui restent en France ont aussi une mission bien précise : l'éducation politique de quelque 400'000 travailleurs algériens.

Par ces différentes activités, le syndicalisme étudiant algérien se trouve étroitement lié à la société dont il est l'une des expressions : l'étudiant algérien est entièrement intégré à la collectivité pour laquelle il combat aux côtés de l'ouvrier et du paysan, et le mouvement étudiant forme réellement un syndicat actif et positif dans la communauté nationale.

Structure interne de l'UGEMA

La grande majorité des étudiants algériens est issue d'une classe sociale très pauvre. D'ailleurs la situation des étudiants reflète parfaitement la situation interne du pays : il s'agit, plutôt que d'une classe pauvre, d'un véritable sous-prolétariat. Rien ni personne n'a été épargné par la guerre, et même la classe aisée, déjà peu nombreuse au départ a été durement tou-

chée. A quelques exceptions près, tous les membres de l'UGEMA sont boursiers.

En 1955, les étudiants algériens étaient concentrés soit en Afrique du Nord ou au Moyen Orient, soit en France. A la suite des événements, ils ont dû quitter la France et les représentants de l'UGEMA ont alors commencé à sillonner le monde, à la recherche de bourses qui permettraient à leurs camarades de poursuivre leurs études dans des conditions plus ou moins normales. La dispersion actuelle des étudiants algériens et donc le fait de la guerre. Au début, les difficultés furent immenses: en 1957, l'UGEMA disposait d'une vingtaine de bourses et la plupart de ses membres devaient interrompre le cours de leurs études faute d'argent. Actuellement, la situation s'est nettement améliorée et l'étudiant quitte la France reçoit immédiatement une bourse qui lui permet de continuer ses études sans perte de temps.

Cependant, malgré cette dispersion, l'UGEMA garde une parfaite unité et sa structure pyramidale lui donne une cohésion très grande. La base étudiants est organisée en sections - il y a une section dans chaque ville universitaire où se trouvent 5 étudiants au moins. Ces sections élisent chacune des délégués qui se réunissent en Congrès et de ce Congrès est issu le Comité Directeur composé de 21 membres. Le Comité Directeur élit à son tour, en son sein, un Comité exécutif de 7 membres. Le Congrès est l'organe suprême de l'UGEMA: Le Comité Directeur est responsable devant lui. Le Comité exécutif, par contre, n'est responsable que devant le Comité Directeur.

Positions de l'UGEMA

1. Sur le plan national: Tant que l'indépendance n'est pas acquise, l'UGEMA continue la lutte. Elle exige une indépendance politique et économique totale. L'UGEMA est pleinement conscient des tâches immenses qui l'at-

tendent: la reconstruction nationale sera un nouveau combat, plus difficile peut-être que la lutte de libération, et dès maintenant elle s'y prépare avec ardeur. D'autre part, elle tend, aujourd'hui déjà, à recréer l'unité syndicale maghrébine détruite par la répression colonialiste. Il existe actuellement une Confédération étudiante du Maghreb arabe et le processus d'unification va aller s'accroissant, car dans l'esprit des étudiants algériens, comme des tunisiens et des marocains, l'Afrique du Nord ne forme qu'un seul pays.

Bien que son activité consiste surtout à préparer l'Algérie de demain, l'UGEMA ne néglige pas pour autant les objectifs strictement syndicaux, c'est-à-dire la défense des intérêts matériels des étudiants. Ainsi, elle assure les bourses pour tout étudiant qui sort de France, s'occupe de toutes les fournitures scolaires, des vêtements et des soins médicaux. De plus, à Tunis et au Maroc, l'UGEMA gère des restaurants et des cités universitaires.

2. Dans le monde étudiant: Dans le contexte international, l'UGEMA, comme la plupart des Unions Nationales du Tiers-Monde, condamne formellement la division du monde étudiant en deux organisations adverses; d'où ses tentatives pour réunifier la CIE "occidentale" et l'UIE "orientale". Elle estime que, dans les deux organisations, on peut relever des faits positifs et c'est pour cette raison qu'elle fait partie tant de la CIE que de l'UIE. En cela, elle s'oppose aux positions unilatérales de certains autres pays du Tiers-Monde.

Dans la CIE, l'UGEMA fait partie de l'opposition, aux côtés de l'UNEF notamment. De cette manière, elle a pu, à maintes reprises, contribuer à renverser la majorité. L'exemple le plus frappant est l'abandon par la CIE de Klosters de la définition de "l'étudiant en tant que tel". Il y a là une évolution très nette que l'on doit en grande partie à l'action des Unions du Tiers-monde. Ainsi, chacune des CIE de Birmingham, Colombo, Lima ou Klosters représente-t-elle une étape nouvelle dans la voie d'un

véritable syndicalisme étudiant.

Au sein de l'UIE qui manifeste toujours avec vigueur contre le colonialisme, l'UGEMA rencontre nombreuses sympathies. Mais cela ne signifie pas que toutes les divergences ont disparu : lorsque l'on touche au problème de la coexistence pacifique, par exemple, un certain nombre d'organisations du Tiers-monde estime que les luttes de libération nationale sont indissociables de la lutte pour la paix, alors que la majorité dissocie les deux problèmes.

3. UNEF et UGEMA : Depuis la rencontre du 5 juin 1960 à Lausanne (première prise de contact "officielle" après la dissolution de l'UGEMA par le gouvernement français en 1956), les relations entre les deux associations sont excellentes. Sur le plan international, les deux mouvements agissent en commun et, sur de nombreux problèmes, il y a presque identité de vue.

L'action de l'UNEF est considérée comme très positive par l'UGEMA et le fait que les prises de position des étudiants français ont, jusqu'à maintenant, toujours précédé celles du gouvernement - 1960, reconnaissance du droit à l'indépendance; 1961, communiqué commun UNEF - UGEMA sur le problème du Sahara - est le meilleur gage d'une bonne collaboration.

Par ailleurs, des manifestations comme celle du 27 octobre 1960 à Paris et en province se révèlent être très utiles et efficaces pour les étudiants algériens.

4. UNES et UGEMA . L'UNES que l'on ne peut décerner pas, pour l'heure, considérer en tant que syndicat étudiant, s'est toujours refusée à prendre position, tant sur le plan politique que social, sur la question de l'Algérie et des étudiants algériens en particulier. Cependant, depuis le Congrès de Lugano, un pas en avant a été fait : grâce à la pression de la CIE, grâce

à l'action du président Cart et des sections romandes, l'UNES a reconnu le problème social : une semaine de solidarité a été organisée. Mais nous sommes encore loin de compte ; espérons que la prise de position politique ne tardera pas...

L'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens est actuellement dans sa septième année d'existence. Née d'une guerre coloniale, elle est un syndicat qui sait prendre des responsabilités politiques afin de mener à bien la tâche qui est la sienne : mieux soutenir les revendications d'étudiants qui appartiennent à une société en lutte contre l'opresseur colonialiste et veiller à ce qu'ils ne soient pas coupés de tous leurs camarades qui travaillent déjà à l'édification de l'Algérie de demain.

Gérard Delaloye

Le syndicalisme étudiant en France

L'article qui suit nous a été envoyé par un étudiant membre de l'UNEF. Nous le reproduisons en signalant que le MDE ne partage pas toutes les vues de l'auteur qui expose des opinions qui lui sont personnelles. (Red)

Cet article n'a pas la prétention d'être une théorie du syndicalisme étudiant, encore moins celle d'un reportage sur l'UNEF. Notre seul but est de faire part ici de quelques réflexions sur le syndicalisme étudiant.

* * * *

Origine du syndicalisme étudiant

Il y a un peu moins de trois ans, l'UNEF se déclarait, au sujet de la révolution algérienne, "non qualifiée pour résoudre des problèmes d'ordre gouvernemental". Pourtant, en juillet dernier, trois mois avant le Général de Gaulle, un communiqué commun de l'UNEF et de l'UGELA reconnaissait la souveraineté algérienne sur le Sahara.

Mais il n'est pas question ici de refaire l'histoire des différentes prises de position de l'UNEF sur le problème algérien; ces 7 années de guerre ont été pour les étudiants de France le moteur et le point de cristallisation d'une évolution dépassant le cadre, important mais limité, de la lutte pour la paix en Algérie. L'UNEF, au cours de cette période, est passée du "corporatisme" à l'action syndicale politisée.

Avant de définir et de justifier cette "politisation", nous remarquerons que l'actuelle orientation de l'UNEF n'est pas nouvelle par rapport à la Charte de Grenoble *

*a Document de base du syndicalisme étudiant en France voté en 1946

et qu'elle n'est pas contraire non plus à l'esprit ou à la lettre de ce document.

La Charte de Grenoble définit l'étudiant comme un "travailleur intellectuel". Cette définition est essentiellement politique. Elle implique en effet que l'étudiant n'est ni un privilégié ni membre d'une élite et qu'il a les droits et les devoirs de tout travailleur. Le syndicalisme étudiant ne saurait être différent du syndicalisme ouvrier, c'est-à-dire limité au corporatisme. Comme tout travailleur, l'étudiant doit, par le moyen de ses organismes représentatifs, prendre part à la vie de la nation.

Cette Charte déclare que le syndicalisme étudiant est apolitique, mais cela ne signifie nullement pour nous l'interdiction de prendre position sur les grands problèmes politiques. Une interprétation moins étroite de la Charte de Grenoble permet de définir l'apolitisme comme une indépendance vis-à-vis des partis politiques. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question.

Pourquoi une conception élargie du syndicalisme étudiant ?

La tendance actuelle du syndicalisme étudiant en France résulte de la conjugaison de deux facteurs.

Le plus apparent de ces facteurs, l'analyse approfondie des problèmes qui se posent aux dirigeants syndicaux : les sursis, les bourses d'études, les a conduits à formuler des options politiques. Toute solution réelle à un problème syndical est politique. Si l'action syndicale étudiante ou non, refuse l'engagement politique elle reste superficielle et par conséquent inutile.

Ce facteur, s'il est le plus évident, ne représente pourtant que "le petit côté des choses" : l'aspect pratique et immédiat du syndicalisme étudiant. Le second est de loin le plus profond et le plus important.

A cause de la guerre d'Algérie, les étudiants ont pris conscience du rôle "que doit jouer l'Université dans la vie du pays". Cette Université groupe par tradition les milieux les plus éclairés d'une nation et ne peut se taire et se réfugier dans le neutralisme. Il était du devoir des étudiants de France de se solidariser avec toutes les forces démocratiques du pays pour condamner le colonialisme et son corollaire : le fascisme. Le syndicalisme étudiant ne peut pas non plus rester isolé dans le monde clos de l'Université. Il est, par sa nature, solidaire du syndicalisme ouvrier et de la gauche en général. Comme eux, il demande des réformes économiques et il exige la paix - pour ne citer que les grands thèmes de revendication. -

Originalité du syndicalisme étudiant

Le syndicalisme étudiant n'en reste pas moins profondément original. Par sa naissance, il diffère du syndicalisme ouvrier, qui est d'essence révolutionnaire. En effet, il n'était, à l'origine, qu'un mouvement "folklorique" et n'est parvenu à sa forme actuelle qu'après une lente évolution. Le syndicalisme étudiant résulte plus d'une démarche intellectuelle que d'une nécessité absolue et immédiate.

En plus de cela il est jeune : jeune en tant qu'organisme (l'UNEF réellement syndicale n'a pas 20 ans d'existence), jeune aussi par les éléments qui la composent : les étudiants.

Ces quelques considérations sur la genèse du syndicalisme étudiant nous permettent d'en définir les deux caractères originaux et fondamentaux.

Tout d'abord, par sa naissance et sa composition, lui seul peut faire la synthèse entre les études théoriques et les problèmes pratiques, entre l'intellect et l'action. C'est en son sein que les idées de l'Uni-

versité se confrontent avec les nécessités de l'action. Toutes les grandes centrales syndicales s'appuient plus ou moins sur un parti politique, l'UNEF, elle, reste indépendante. Le syndicat étudiant n'est pas un "groupe" politique. Il ne dicte pas de doctrine; son rôle est d'informer et d'éclairer. Ses prises de position doivent être issues de considérations humaines et sociales et non d'une idéologie. Il condamne l'exploitation de l'homme par l'homme, mais ne choisit pas entre Tito et Krouchtchev.

Le second caractère du syndicalisme étudiant vient de sa jeunesse. Association jeune et de jeunes, il doit être d'avant-garde. Son orientation doit rendre compte du devenir historique et ne doit pas rester dans un traditionalisme conservateur. Cette responsabilité est grande, car les étudiants représentent la nation de demain et leur syndicat est un organe de formation civique.

Bien qu'écrit par un de ses membres, cet article ne représente en rien une doctrine de l'UNEF; d'ailleurs, telle doctrine est encore inexistante, à notre connaissance. Ces quelques lignes sont plutôt le reflet de la transcription d'un état d'esprit perceptible au travers des différentes manifestations du syndicalisme étudiant en France.

Daniel Person

Un exemple à suivre : L'évolution de l'UNEF

11,12,13 décembre 1960 : manifestation des foules musulmanes - les paras sont lâchés - bain de sang.

L'UGEMA lance un appel à l'opinion étudiante internationale.

L'UNEF y répond le 13 décembre par un télégramme :

"L'UNEF vous exprime son émotion
"la plus vive devant les événements
"d'Algérie, condamne exactions et
"provocations ultras, s'incline
"devant les victimes de la répres-
"sion, réclame de toute urgence
"des négociations avec le GPRF pour
"application de l'autodétermination."

et pourtant :

Le Congrès de Strasbourg en avril 1956, voulant à toute force préserver l'unité du mouvement syndical étudiant, affirmait qu'en aucun cas il ne saurait sanctionner les positions nationalistes de l'UGEMA.

Le 3 juin 1956 l'UNEF rompt avec l'UGEMA.

Fin juin, les minoritaires, partisans de la reprise des relations avec l'UGEMA reposent le problème. Avant le vote le président de l'AGE d'Alger déclare : "au cas où la reprise des relations avec l'UGEMA serait votée, l'AGE d'Alger n'aurait plus aucun rapport avec l'UNEF."

La notion minoritaire est adoptée par 46 voix contre 45.

Mais les manœuvres se succèdent jusqu'à une nouvelle rupture en janvier 1957. Puis

l'UGEMA est interdite en France.
La thèse du syndicalisme apolitique triomphe.

et cependant

lors des événements de Budapest, l'UNEF avait pris une position sans équivoque en faveur de la lutte des étudiants hongrois pour la "libération" de leur peuple - au moment même où elle refuse "de se ranger dans un camp quel qu'il soit", "de prendre position sur le problème algérien", sous le prétexte mensonger et imbécile que "si les étudiants français sont convaincus sur le problème hongrois, ils sont au contraire gravement divisés sur le problème algérien" (M. de la Fournière - ancien président de l'UNEF).

Maintenant les minoritaires d'hier sont devenus majoritaires, les liens sont renoués avec l'UGEMA et les étudiants d'Outre-mer; l'apolitisme est officiellement abandonné au Congrès de Grenoble (1958) où sont analysés les effets du conflit algérien sur l'Université française et sur la nation.

Mais le prix est lourd pour l'UNEF, les liens sont rompus

- avec quelques AG métropolitaines,
- avec la plupart des AG d'Algérie,
- d'autres AG, restant dans le cadre de l'UNEF, sont violemment opposées à son orientation actuelle,
- dans le cadre même des AG attachées à l'orientation de l'UNEF, de fortes minorités mènent des campagnes violentes.

Cette division profonde du syndicalisme étudiant n'est que le reflet de la division de toute l'opinion française sur le drame algérien.

Cependant le fait que l'UNEF "estime que le devoir des responsables étudiants est de donner à ceux qu'ils représentent les éléments de réflexion nécessaire pour qu'ils puissent se faire une opinion sur leur responsabilité et celle des organismes dont ils sont membres" et le fait qu'elle agisse en conséquence montre sa détermination courageuse de secouer l'apathie de la masse des étudiants.

Jacques Z.

En Iran, les étudiants luttent contre l'impérialisme

Le gouvernement issu du coup d'état de 1953, fidèle à sa politique de terreur policière, n'a pas encore autorisé les quelque 30'000 étudiants du pays à constituer leur Union nationale. L'attitude sévère et impitoyable du régime n'est motivée que par une raison bien précise : l'indéfectible attachement des étudiants à la cause d'un peuple opprimé. S'ils avaient voulu renoncer à un syndicalisme large pour se cantonner dans les petites revendications quotidiennes, il ne fait aucun doute que les étudiants iraniens pourraient, comme leurs camarades étrangers, se grouper en union nationale, sous l'égide du gouvernement. Cependant chacune des universités d'Iran, et tout particulièrement celle de Téhéran, ont toujours été un bastion invincible des forces démocratiques du pays, et les hommes qui tiennent le pouvoir sont conscients de la force que représente un tel état de choses contre son despotisme.

Dans un pays où le 85 % de la population est analphabète, où les femmes n'ont absolument aucune responsabilité civique, où le développement économique et culturel est à peu près nul, il n'est pas difficile de se rendre compte que l'importance de la tâche qui incombe aux intellectuels. Tâche rendue plus difficile encore par le fait que le prolétariat ouvrier (très restreint) est muselé par le grand capital et que les forces les plus importantes de l'opposition sont constituées par un "Lumpenproletariat", un sous-prolétariat de paysans affamés, illettrés et inertes qui forme la plus grande partie de la population.

Les étudiants iraniens se sont montrés conscients de la grandeur de cette tâche historique et pendant toute l'après-guerre, jusqu'en 1953 année du coup d'État, ils ont toujours été au premier rang de la lutte contre l'influence des puissances étrangères, participant aussi au

mouvement de nationalisation des pétroles. A cette époque déjà, ils voyaient leur syndicalisme non pas comme un corporatisme étroit dont les revendications ne dépassaient pas leur intérêt de groupe, mais comme un mouvement destiné à jouer un rôle important dans le vaste mouvement qu'est la lutte contre l'impérialisme à l'intérieur du pays. Au cours de tous les combats qui opposèrent le peuple au régime, les étudiants, dans la rue, affrontaient les balles et les tanks des policiers.

Dès 1953, à la suite de l'instauration du régime de terreur, de la suppression de toutes les libertés fondamentales, de l'étouffement de la presse démocratique et de l'interdiction de tous les partis politiques, l'Université de Téhéran devint le seul foyer d'effervescence où l'on entendait encore une jeunesse consciente crier des slogans. Au moment même où l'université était occupée par l'armée, les étudiants s'élevèrent contre la politique du gouvernement qui constituait une soumission inconditionnée aux puissances étrangères, ou contre la conclusion de pactes militaires, de même que contre le pillage organisé des richesses nationales. Ces diverses manifestations amenèrent la mort de trois de nos camarades à l'intérieur même de l'université et l'emprisonnement de centaines d'autres. La répression s'étendit même aux étudiants iraniens à l'étranger, ce qui ne les empêcha pas de former des sections locales, des fédérations et enfin une confédération destinée à protéger ses membres contre l'arbitraire sans limite du gouvernement.

La recrudescence, observée depuis une année, de la lutte politique intense des étudiants de mon pays est la meilleure preuve de leur fidélité à l'égard des aspirations populaires.

Chaque année, l'Union des Etudiants Iraniens tient un congrès au cours duquel elle fait une analyse précise

et sévère de la politique gouvernementale. D'autre part, la Confédération des étudiants iraniens en Europe a reconnu, au cours de son deuxième congrès tenu à Londres en décembre 1960, la participation active des étudiants à la vie politique comme étant à la fois un droit et un devoir. Ce congrès a aussi recommandé la recherche d'une collaboration étroite entre Iraniens et étudiants des autres pays. Nous n'avons cependant pas encore pu adhérer à des organisations telles que la CIE ou l'UIE, notre Union Nationale n'existant pas encore officiellement.

Mais cela ne nous a pas empêché de tendre la main vers nos camarades de tous les pays chaque fois que nous nous heurtions aux forces réactionnaires et que nous avions besoin d'eux.

Nous croyons en la solidarité internationale des étudiants et nous pensons que le bonheur de l'humanité toute entière dépend de la paix que nous ne pouvons maintenir que si nous sommes unis.

Résolution pour la défense de l'initiative contre
l'armement atomique

En date du 27 septembre 1961, le Conseil National a décidé, à une majorité écrasante, de recommander au peuple le rejet de l'initiative populaire demandant l'interdiction des armes atomiques dans notre pays.

Le LDE de Lausanne et Genève regrette profondément cette décision dont la gravité ne doit échapper à personne. En tant qu'étudiants, bien plus, en tant que jeunes citoyens de ce pays, nous pensons avoir le droit autant que le devoir de faire connaître notre point de vue, tant il est vrai que la décision que prendra bientôt le peuple nous concerne directement, nous les jeunes qui sommes appelés à fournir les cadres scientifiques et techniques chargés de construire, d'essayer et ... d'utiliser les engins de mort.

Aussi affirmons-nous notre opposition catégorique à l'armement atomique de la Suisse, comme de n'importe quel autre pays. Car, doter notre pays de telles armes, cela signifie, le cas échéant, accepter de participer activement à l'anéantissement de populations entières. Cela signifie, à coup sûr, la disparition même de ces valeurs pour la défense desquelles on veut utiliser l'arme atomique. Cela signifie enfin faillir à la mission traditionnelle de la Suisse qui est de "combattre" en toutes circonstances et par tous les moyens pour la paix.

Il faut choisir : ~~voulons-nous~~ nous précipiter dans cette course au surarmement qui ne peut mener qu'à la destruction de l'humanité, qu'à notre auto-destruction ? Voulons-nous inciter par notre exemple d'autres petits pays à choisir la même voie insensée ? Ou bien

voulons-nous prouver, par notre volonté clairement exprimée de renoncer à cette ardeur terreur, qu'il est possible de créer, au centre de ce monde divisé, une large zone neutre et désatomisée dont notre pays formerait la première base concrète et, par là, montrer le chemin qui doit mener au règlement pacifique de tous les conflits ? Allons-nous, alors que dans le monde entier la volonté populaire réclame l'abolition de tout armement atomique, agir dans le sens contraire et céder au fatalisme, au pessimisme de nos concitoyens ?

Disons-le : la jeunesse suisse, pour préserver son avenir, ne doit pas parier sur la guerre, mais sur une oeuvre de vie, sur la paix.

Du reste, doter la Suisse d'armes atomiques, c'est pratiquer une politique qui va à l'encontre de la défense de notre pays. Car la Suisse serait, alors, dans un conflit une cible de choix qui, dès les premiers instants de la guerre, se verrait réduite à néant; et aucune fusée atomique, si puissante soit-elle, ne pourrait empêcher sa mise hors de combat, son anéantissement total. Accepter l'armement atomique, c'est créer une occasion de plus pour qu'un conflit atomique éclate; refuser cet armement, c'est travailler concrètement à la formation d'une zone désatomisée, c'est faire avancer la solution du désarmement général.

Enfin, la possession d'une force de riposte atomique n'irait pas sans une perte certaine de notre souveraineté et entraînerait par là une atteinte grave à notre neutralité traditionnelle. Que resterait-il, en effet, de la neutralité d'un pays qui deviendrait directement dépendant de la puissance étrangère qui lui fournirait les matières fissiles et exigerait de pouvoir en contrôler l'emploi?

A nos adversaires qui nous disent que nos inquiétudes

ne sont pas fondées, que la Suisse n'a pas l'intention de recourir à l'armement atomique pour l'instant, et qu'elle ne songera à l'acquiescer que lorsqu'il se présentera sous une forme mieux adaptée aux conditions de notre pays, nous répondons que les experts atomiques les plus qualifiés sont unanimes à reconnaître qu'un armement aussi coûteux n'est "rentable" que dans la mesure où il a la sinistre efficacité des bombes d'Hiroshima et Nagasaki. A ceux qui prétendent que nous ne devons pas hypothéquer l'avenir de notre défense nationale par une décision unilatérale, nous répondons qu'en ne voulant pas hypothéquer cet avenir, c'est le présent qu'ils hypothèquent, en contribuant à augmenter la menace d'une guerre atomique.

Le MDE de Lausanne et Genève lance un appel pressant aux jeunes de notre pays, pour que, conscients de l'enjeu, ceux-ci approuvent l'initiative contre l'armement atomique de la Suisse et pour qu'ils luttent, plus que jamais, en faveur de la paix et d'une plus grande compréhension entre les peuples.

Mouvement Démocratique des Etudiants

Lausanne et Genève
octobre 1961

NOCES DE SANG

Un anniversaire : 25 ans de fascisme

Il y a 25 ans, le 1er octobre 1936, à Burgos, le général Francisco Franco est nommé par la junte locale "Généralissime des armées et chef de l'Etat espagnol". Il y prononce un discours dont un journaliste a pu dire que c'était les "paroles si inoubliables qui ont cimenté en 25 ans son programme politique". En voici quelques lignes :

"Espagnols ! vous êtes le coeur de l'Espagne,
"noble terre bénie que les rouges veulent dé-
"truire, inspirés sans doute par des gens de
"l'étranger, car il n'est pas possible de sup-
"poser tant de néchanceté dans un coeur espagnol.

"Nous venons pour être du peuple, nous venons
"pour les humbles, pour la classe moyenne, non
"pour les capitalistes. Notre oeuvre exige le
"sacrifice de tous, principalement de ceux qui
"ont au bénéfice de ceux qui n'ont rien. Nous
"ferons tout notre possible pour qu'il n'y ait
"plus un foyer sans feu ni une maison sans pain.
"Nous mènerons à chef l'oeuvre sainte d'une ré-
"forme sociale imposée avec amour, en exigeant
"de tous l'accomplissement de leur devoir

"Notre geste sert à la défense de la civilisa-
"tion mondiale. De nous dépend la résurrection
"glorieuse du grand empire espagnol; et pour
"cela nous garderons les yeux et le coeur fixés
"à notre foi séculaire. Vive l'Espagne !"

Dès ce jour, il a fallu à Franco deux ans et demi de guerre pour imposer ce beau programme au peuple espagnol, tandis que sous le couvert de la non-intervention, les

soldats italiens de la légion Condor viennent lui porter aide. Bilan : 1'200'000 morts,

Le premier avril 1939, le "grand empire espagnol" était ressuscité.

Le rôle des Yankees

Le 9 février 1946 après l'écrasement du national-socialisme, l'ONU décide par 45 voix contre 2 d'exclure l'Espagne de toute organisation internationale. Le 26 février, la France ferme sa frontière pyrénéenne, tandis que la Grande-Bretagne et les USA s'opposent à une rupture diplomatique et économique. Devant les réticences anglo-saxonnes, la France puis la Pologne demandent le renvoi de la question espagnole au Conseil de Sécurité qui nomme une commission d'enquête. Celle-ci souligne le danger que représente la situation espagnole pour la paix et la sécurité mondiales. Le 12 décembre 1946, l'Assemblée Générale de l'ONU invite les puissances membres à rappeler leurs missions diplomatiques à Madrid. Par 34 voix contre 6 et 13 abstentions, le régime franquiste est condamné, mais il ne sera que platoniquement.

Sur la plan international, ce seront surtout les USA qui vont soutenir le régime. S'ils votèrent contre l'Espagne en février 1946, ils s'opposèrent dès 1945 à la rupture des pays latino-américains avec Franco et firent tout pour empêcher la France de porter le débat devant le Conseil de Sécurité.

Dès 1947, des négociations sont engagées entre Washington et Madrid pour l'utilisation par l'armée américaine d'aérodrômes espagnols. Quant à Marshall, il invitera les banques américaines à consentir des prêts à l'Espagne. Etant donné la position stratégique de la péninsule ibérique, les Américains y veulent un régime anticommuniste

fort qui ait le pays en main ...

Les bienfaits du régime !

Chacun sait quels milieux espagnols profitent de ce régime fort : les grands propriétaires terriens, la grosse industrie et la banque. La conséquence en est un développement extrêmement lent de l'économie du pays dans son ensemble; si certains secteurs sont en assez forte extension (électricité, métallurgie) d'autres ont marqué un net recul, (spécialement dans l'agriculture : blé, oranges, huile); de plus, les investissements étrangers sont très importants, d'où le caractère artificiel du développement de l'économie.

Un article paru dans ABC (1er oct. 1961) résume la position officielle : (il est question de la IIe République)

"... On manoeuvrerait l'ouvrier en lui inculquant
 "le concept de prolétaire pour provoquer et
 "cultiver sa rancœur. La haine de l'Eglise, le
 "froid regard spéculateur de Caballero, le
 "talent destructeur de Prieto utilisèrent les
 "travailleurs comme le travailleur utilise la
 "matière inerte qu'il façonne. Ces hommes pro-
 "mettaient pour le jour de leur triomphe total
 "des avantages qui sont aujourd'hui dépassés.
 "Ce dont jouit aujourd'hui le travailleur, le
 "marxisme totalitaire ne l'a pas atteint.
 "L'Espagne a été jusqu'à la limite de ses pos-
 "sibilités économiques en ce qui concerne l'ai-
 "de à l'homme qui n'a pas d'autre capital que
 "son effort. Et, comme le désirait Largo
 "Caballero, elle a rendu égaux tous ceux qui
 "travaillaient; mais au lieu de le faire dans
 "la misère, elle s'efforce de le faire grâce
 "aux avantages économiques.

"Le "prolétaire" s'est transformé en "producteur".
 "Le mot rend à l'homme sa dignité. Aujourd'hui,
 "la grande masse humaine de la nation est uni-
 "fiée dans ce concept, et le Ministère du Tra-
 "vail rend égales les différentes classes labo-
 "rieuses, qui n'ont plus d'autre séparation que
 "celles du métier."

En face de cette mystification (quotidienne !) de la presse officielle il y a 5 millions de paysans qui cultivent la terre de quelque 4'000 propriétaires, les milliers de chômeurs, les milliers de travailleurs agricoles qui n'ont que quelques semaines de travail par an, tous les ouvriers qui doivent travailler pendant leurs vacances, les milliers d'hommes et de femmes qui émigrent....

La grande "culture" espagnole

Cette "égalité entre tous les producteurs" devrait normalement impliquer l'accession de tous à l'instruction et à la culture.

Or il manque en Espagne officiellement plus de 20'000 écoles primaires; plus de 30% des enfants en âge scolaire ne vont pas à l'école. En Andalousie, l'analphabétisme atteint 70% de la population !

Les enseignants sont si mal payés que, même à Madrid, il est fréquemment admis que les parents paient l'instituteur pour l'aider à subsister, et beaucoup d'entre eux doivent se trouver un gagne-pain accessoire. Il y a évidemment l'enseignement privé (en 1958, 85% de l'enseignement espagnol était aux mains des religieux!) mais il est trop honoreux pour la grande majorité de la population.

Quant à l'accession des masses à la culture, le gouvernement fait tout pour l'empêcher : les journaux sont

d'une pauvreté déconcertante; l'intérêt de la population est tourné vers le football ou la vie quotidienne de Farah Diba, sans oublier les pages entières sur les exploits de Franco à la pêche et les articles quotidiens consacrés à l'enfer soviétique. La radio, elle, consacre l'essentiel de son programme à des feuilletons stupides, à des récitals de chansons douces, et à la publicité sur rythme flamenco.

La dignité humaine

Qu'en est-il de la "Liberté" en Espagne ?

L'Espagnol ne dispose d'aucun mode d'expression politique, ne peut ni écrire, ni dire publiquement ce qu'il pense des institutions de son pays. Il peut seulement exprimer son point de vue technique ou professionnel par la voie des corporations ou des syndicats (ceux-ci sont très nombreux, mais il n'existe que des syndicats "verticaux", comprenant obligatoirement patrons et ouvriers). L'on sait, par le Comité suisse pour une amnistie politique en Espagne, combien sévèrement est puni le délit d'opinion et le nombre élevé des détenus politiques ainsi que les traitements qu'ils subissent; nous n'y reviendrons donc pas. Contentons-nous de montrer ici comment le Ministre de la Justice M. Antonio Iturrandi décrit la situation judiciaire et pénitentiaire :

"La subversion produite par la révolution
 "marxiste (?) et ses suites délictueuses, de
 "même que la nécessité de ne pas laisser d'hor-
 "ribles crimes impunis, fut la cause de la grande
 "augmentation de l'effectif des prisons.
 "Le 1er janvier 1936, il y avait 34'526 détenus
 "dans les prisons; la lutte finie, le chiffre
 "avait considérablement augmenté. Il était né-
 "cessaire d'ouvrir la voie à la réintégration

"de ces hommes à la vie de la communauté et au
 "travail. Avec ces intentions très chrétiennes
 "débuta une généreuse politique de pardon, qui
 "se manifesta par une série de grâces et rédui-
 "sit le nombre des détenus à son chiffre mini-
 "mum. Simultanément, le Caudillo traçait la
 "ligne d'un nouveau programme pénitentiaire,
 "basé sur les principes de la rédemption morale
 "et de la punition par le travail. Ainsi naquit
 "notre actuel système pénitentiaire. Il a pour
 "base l'idée du respect dû à l'homme, considéré
 "comme une créature de Dieu et portant en lui
 "les instruments de son salut."

En fait, une commission de juristes, composée de 5
 avocats (américain, anglais, argentin, chilien et vé-
 nézuélien) qui en 1960 enquêta en Espagne auprès du
 Ministère de la Justice et du barreau de Madrid esti-
 mait à plus de 30000 les détenus politiques et à
 plusieurs centaines de milliers les exilés.

Le quotidien madrilène ABC titrait ainsi son numéro
 spécial du 1er octobre : "Les noces d'argent du
 Généralissime Franco avec la direction supérieure de
 l'Etat espagnol".

Noces d'argent, certainement, en pesetas et en dollars,
 mais Noces de Sang, pour le peuple espagnol.

Cependant, en cette même année 1961, les premiers cor-
 battants de la IIIe République ont pris position dans
 les Pyrénées ...

René Schnorf

De 1945 à 1961 ...

En 1945, les quatre grandes puissances victorieuses si-
 gnaient le traité de Potsdam.

Ce dernier stipulait le "désarmement à titre perpétuel
 de l'Allemagne; la destruction de toute formation mili-
 taire ou para-militaire, l'interdiction pour le gouver-
 nement allemand de ne jamais remettre en fonction des
 nazis, l'obligation de ne pas laisser se reconstituer
 les ententes ou cartels allemands sous quelque forme que
 ce soit". La monnaie et les douanes faisaient partie
 des matières dites "communes" qui ne pou-
 vaient être modifiées que par accord entre les quatre
 grandes puissances occupantes, les USA, l'URSS, La
 Grande-Bretagne et la France.

Or quelle est la situation de l'Allemagne 16 ans après
 que ses vainqueurs aient statué sur son sort ?

L'Etat unique, mais occupé par quatre puissances, qui
 existait en 1945 est scindé en deux de par la volonté
 des Etats-Unis qui, en 1948, dévaluèrent le Mark et
 créèrent l'actuel deutsch-mark, sans solliciter l'avis
 de l'URSS sur la question.

L'existence de deux monnaies différentes amena automati-
 quement l'existence de deux Etats différents.

L'Allemagne qui devait être désarmée pour toujours, dis-
 pose actuellement de l'armée la plus puissante de l'Eu-
 rope occidentale (elle est supérieure à celle que Hitler
 avait à sa disposition en 1938 lors de l'Anschluss !)

Mieux, le trait caractéristique de cette armée est que
 tous ses 140 généraux et amiraux ont été naguère des
 officiers supérieurs de la Wehrmacht d'Hitler - aucun
 d'eux n'avait un grade inférieur à celui de lieutenant-
 colonel.

D'autre part, une grande partie de l'appareil judiciaire de la Bundesrepublik est aux mains d'anciens nazis. Et nous ne parlons pas des personnalités politiques :

Gobke, Strauss, Schroeder, etc.... (cf article de Maurice Ehinger)

Citons pour terminer quelques lignes d'une enquête que le journaliste allemand Robert Jungk a mené pour le compte de "L'Express":

"... En fait, cependant, le parti gouvernemen-
 "tal a renforcé à tel point le capitalisme al-
 "lemand que malgré les "mesures de décartel-
 "lisation" prises par les vainqueurs, le pou-
 "voir économique se trouve aujourd'hui con-
 "centré en un nombre plus faible encore de
 "mains qu'avant la guerre. (...) en tête (des
 "dix mille millionnaires que comptait l'an
 "dernier le recensement fédéral) viennent;
 " aujourd'hui comme hier, les "bons vieux noms"
 "du grand capitalisme allemand comme Krupp,
 "Thyssen, Roehling, Kloeckner, Hoesch, Flick,
 "Stumm et Quandt."

G.D.

Comité vaudois pour
 une amnistie politique en Espagne
 Secrétariat : Mme A. Krebs
 8, av. de Beaumont

Petit panorama du Néo-fascisme international (suite) *

Bonn 1961 : Les assassins sont parmi nous !

A la suite de l'effondrement du IIIème Reich, les au-
 torités militaires des puissances occupant l'Allemagne
 firent arrêter un certain nombre de criminels de guerre
 et les jugèrent. Dans les zones occidentales on ne pou-
 sa pas cette épuration très loin puisque c'est par mil-
 liers que les criminels échappèrent au jugement; beaucoup
 s'enfuirent au Moyen Orient et en Amérique du Sud, tandis
 que d'autres restèrent tranquillement en Allemagne et y
 poursuivirent leurs occupations, sans que personne ne les
 inquiète. Près de mille juges ayant exercé leurs foncti-
 ons sous la "justice" nazie continuent à juger en Alle-
 magne occidentale.

Voici quelques cas intéressants :

Dr Hans Globke

secrétaire d'Etat à la chancellerie fédérale

fut un militant nazi de la première heure. Devenu conseil-
 ler ministériel, il participe aussi à la préparation de
 l'attaque et de l'annexion de l'Autriche. Le 7 décembre
 1938, Globke est décoré par Hitler de la "médaille Com-
 mémorative du 13 mars 1938", en raison de sa "collabo-
 ration à la réunification". Globke est surtout connu
 pour ses "Commentaires des lois de Nuremberg", ces lois
 pour la protection du sang allemand qui permirent de li-
 quider les indésirables sous le couvert de l'euthanasie,
 et qui permirent à Eichmann et aux autres grands crimi-
 nels de guerre d'anéantir légalement environ six mil-
 lions de Juifs. L'homme qui préfaça ces "Commentaires",
 le Dr. Stuckart fut condamné à 4 ans de prison par le
 tribunal de Nuremberg. Globke assista au procès en qua-
 lité de ... témoin. Il y fit la déclaration suivante :

* cf Bulletin MDE no 5, février 1961

"Je savais que l'extermination des Juifs était
"entreprise systématiquement, mais je ne savais
"pas qu'il s'agissait de l'extermination de tous
"les Juifs."

Globke ne fut pas inquieté à ce procès, et l'un des procureurs généraux au procès de Nuremberg, l'Américain Robert Kempner, est aujourd'hui son ami.

Franz Indra

conseiller gouvernemental auprès du Ministère du Travail est mentionné sous le No 6/232 de la liste des criminels de guerre élaborée par la "United Nation War Crimes Commission", pour crimes de guerre contre des citoyens tchécoslovaques.

Franz Thediek

secrétaire d'Etat au ministère pour les questions panallemandes.

Lors de l'occupation de la Belgique par les Nazis, cet homme était rapporteur auprès de l'administration militaire allemande de Bruxelles, se rendant ainsi complice des déportations ordonnées par cette administration.

Dr. Walter Zirpins

chef du bureau des affaires criminelles auprès du Ministère de l'Intérieur de Basse-Saxe

fut officier supérieur SS (grade : Sturmbannführer) et dirigea le ghetto de Lodz.

Dr Manfred Kleiber

ambassadeur de la République fédérale à Rome

ancien collaborateur de l'ambassade nazie en Turquie, a fait couler, en 1941, le navire roumain "Struma" qui naviguait en direction de la Palestine avec plusieurs centaines de réfugiés juifs à bord. Quelques-uns seulement échappèrent à la noyade.

Dr. Otto Braütigen

consul général de la République fédérale à Hong-Kong

fut, pendant la guerre, homme de liaison entre le Ministère des territoires occupés de l'Est et le QG d'Hitler. Par ordre de Braütigen du 15 mai 1941, 85'000 Juifs furent exterminés en Lettonie.

Dr. Ernst Günter Mohr

ambassadeur de la République fédérale à Berne

fut, de 1939 à 1941, adjoint à l'ambassade allemande aux Pays-Bas en qualité de conseiller d'ambassade. Pendant l'occupation nazie des Pays-Bas, il participa, avec l'ambassadeur Bene, à la déportation des 400 Juifs hollandais au camp d'extermination de Mauthausen. Les raisons de cette déportation ont été données par Mohr lui-même dans un rapport à la Wilhelmstrasse, figurant aux archives du Comité pour l'Unité allemande, document NG = 2805, tome 60 B, on lit ceci :

" Berlin, le 26 février 1941

"Le conseiller d'ambassade Mohr a téléphoné
"aujourd'hui d'Amsterdam en l'absence de l'ambassadeur Bene et a complété de la façon suivante les informations que ce dernier avait
"communiquées hier au sujet de la situation aux

"Pays-Bas. "La raison de la déportation de
 "400 Juifs d'Amsterdam en Allemagne n'est pas
 "seulement qu'un membre de la milice ait été
 "abattu, mais également le fait qu'une patrouille
 "allemande ait été arrosée par des substances
 "nocives, dans le quartier juif d'Amster-
 "dam. (...) De plus, des mesures sévères de
 "sécurité telles que le couvre-feu, etc...
 "ont été prises. Ces événements ne sont mention-
 "nés ni par la presse ni par la radio des
 "Pays-Bas."

(signé :) Wocmann

D'autre part, les mêmes archives de la Wilhelmstrasse, contiennent des rapports signés E.G. Lohr prouvant indiscutablement que celui-ci se livrait à l'espionnage pour le compte de l'Allemagne nazie.

Dr. Siegfried Ruff

directeur de l'Institut de médecine spéciale de Bad-Goedesberg,

institut qui effectue des recherches pour le compte du ministère de la Défense et de la compagnie d'aviation allemande "Deutsche Lufthansa", travailla sous le IIIe Reich au centre de recherches médicales du camp de concentration de Dachau. Le professeur Eugen Kogon, médecin rescapé de Dachau a ouvertement accusé Ruff d'avoir causé la mort d'au moins 200 cobayes humains. Ces personnes étaient enfermées dans des cabanes étanches. A travers le hublot, Ruff étudiait les conséquences sur l'être humain d'un abaissement brusque de la pression de l'air. Il put constater que ces conséquences étaient désastreuses puisque presque tous ses "cobayes" moururent dans d'atroces souffrances. Aujourd'hui le Dr. Ruff continue les mêmes expériences, mais n'ayant plus de matériel humain à sa disposition, il doit se contenter de singes.

Le Dr. Werner Catel et consorts

ont mené sous le IIIe Reich une campagne d'euthanasie qui a permis l'extermination légale d'au moins 60'000 personnes (dont de nombreux enfants). Un médecin d'Allemagne occidentale, le Dr. Rudolf Degkwitz, a mené une enquête à titre personnel. Ses recherches lui ont déjà permis de fournir une liste de 18 médecins (8 hommes et 10 femmes) qui furent des spécialistes de l'euthanasie et qui continuent de pratiquer en Allemagne de l'Ouest. L'un de ces médecins, le Dr. Catel est responsable de la mort de 56 enfants en parfaite santé, alors qu'il travaillait à la clinique infantile de Rothenburgsort. Actuellement, le Dr. Catel est professeur ordinaire de pédiatrie à l'Université de Kiel et directeur de la clinique infantile universitaire de cette ville.

Mme Dr. Herta Oberheuser

entre en 1940, à l'âge de 29 ans, au camp de concentration pour femmes de Ravensbrück. Sous la direction du chef SS et médecin Karl Gebhard, elle se spécialise dans les recherches sur l'action antibactérielle des sulfonamides. D'après les témoignages des rescapées, ces recherches s'effectuaient comme suit :

On prenait des femmes robustes et en bonne santé, en général des Polonaises, et Mme Oberheuser leur faisait une profonde incision à la cuisse. Cette incision était ensuite infectée à l'aide de divers genres de bactéries, puis on y ajoutait encore des bris de verre. Quelques jours plus tard, lorsque les plaies étaient bien infectées, on faisait un traitement aux sulfonamides sur quelques-uns des sujets, les autres étant laissées sans soins, à titre de comparaison. A la fin de chaque cycle d'expériences, Mme Oberheuser éliminait les femmes qui n'étaient pas encore mortes à l'aide d'injections de

benzine.

Reconnue coupable par le tribunal de Nuremberg, Herta Oberheuser fut condamnée, en 1947, à 20 ans d'emprisonnement. Or en 1952 déjà, elle était libérée. Mieux : le Ministère du Travail lui faisait un certificat la mettant dans le catalogue des prisonniers de guerre rentrés tardivement au pays (Spätheinkehrer). Ces prisonniers de guerre jouissent de droits spéciaux : priorité de logement et allocations diverses. C'est ainsi qu'Herta Oberheuser, criminelle de guerre, obtint dès sa libération un poste de médecin à l'hospice évangélique de Plön. En 1956, le procureur général de Kiel ouvre une enquête au sujet des crimes perpétrés par Herta Oberheuser et dont elle n'avait pas eu à rendre compte lors de son premier procès, mais le tribunal décida d'interrompre cette enquête, faute de preuves : les dossiers avaient quitté mystérieusement l'Allemagne ... La société anglaise de médecine demande, en 1958, que l'on rouvre l'enquête et que l'on prononce l'interdiction de Herta Oberheuser de pratiquer. Mais les dossiers ayant disparu, l'enquête traîne depuis trois ans et les deux avocats de Herta Oberheuser espèrent que les choses en resteront là et que leur cliente ne verra pas son nom radié de l'Ordre des Médecins. Actuellement Herta Oberheuser habite à Stocksee, près de Kiel, où elle a ouvert un cabinet de consultations. Sa clientèle va des simples curieux aux sympathisants nazis et sa situation financière est paraît-il florissante. Une seule ombre au tableau : Herta Oberheuser n'est pas admise par les caisses-maladie ...

Le dossier que nous venons d'entrouvrir est accablant. Il nous montre clairement l'état d'esprit des milieux politiques allemands : passons l'éponge sur le passé des hommes qui peuvent nous être utiles dans notre

lutte pour la défense du monde "libre".

Et puis, comme dit L. Globke, lorsqu'on lui reproche son activité sous le IIIe Reich :

"auch ein Christ darf fehlen" un chrétien peut aussi se tromper ...

Laurice Ehinger

Sources

Documents du IIIe Reich consignés dans les archives du Comité pour l'unité allemande.
Ausschuss für Deutsche Einheit
Berlin W8, Friedrichstrasse 169-170

Globke

Globke und die Ausrottung der Juden
Der Spiegel Nr. 33/1960 Hamburg
Témoignage de Globke : Procès de Nuremberg
Procès-verbal, tome XIV, p. 642

Inda, Thediek, Zirpins, Kleiber, Bräutigam : Livre blanc édité au Ministère des Affaires Etrangères de la RDA.

Mohr

Documents : Ausschuss für Deutsche Einheit, Tome 60 B/
NG 2805

Ruff

Der Spiegel Nr 42/1960 Hamburg

Catel

Der Spiegel Nr 34/1960 Hamburg

Oberheuser

Der Spiegel Nr 40/1960 Hamburg
Dr. A. Milscherlich : "Medizin oder menschlichkeit"
Heidelberg 1947

FLASHESUn silence significatif

Le 26 juillet dernier, les journaux du matin annonçaient l'arrestation de Kurt Leibbrand, nazi en retraite, urbaniste de réputation mondiale et ... professeur à l'Ecole Polytechnique Fédérale.

Seul un journal semblait ignorer cette arrestation et n'en parlait pas :

la " Neue Zürcher Zeitung"

De là à croire que tous ses informateurs étaient à la chasse au "communisme" en Suisse romande ...

Un pays "libre"

Dans "Le Monde" du 28 juillet, cette information sous le titre de : "M. Félix Houphouët-Boigny dénonce les récentes manifestations antinationales de certains étudiants en enseignants ivoiriens".

"... Le président ivoirien a notamment annoncé qu'il entendait doter les secrétaires généraux de pouvoirs accrus afin de faire appliquer les directives du parti, dénoncer les ennemis possibles de la révolution nationale et assurer le succès de l'entreprise commune". Le chef de l'Etat a évoqué alors les différentes manifestations d'esprit antinational de certains étudiants ... "

Nous avons appris avec indignation que cette créature du colonialisme français n'avait pas tardé à passer aux actes, puisque notre camarade Fadika Abdoulaye, vice-

président de la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France (FEANF), qui était venu à Lausanne parler, sous les auspices du MDE, de la Communauté franco-africaine, a été emprisonné à son retour en Côte d'Ivoire!

Le Cameroun de Ahidjo

Le 22 août dernier, pour des raisons politiques, deux étudiants camerounais faisant leurs études à Paris ont été expulsés de France et acheminés directement par avion spécial à Yaoundé, où ils ont retrouvé un grand nombre de leurs camarades ... dans les prisons de Ahidjo.

Comme on le voit, les relations entre la métropole et son "ancienne" colonie sont excellentes; l'entente est même si parfaite que la police française ne craint pas de violer la légalité qui reconnaît à tout expulsé politique le droit de choisir son pays d'asile.

René Lombard logicien

"Faire des commerçants musulmans des torches vivantes, leur écraser la tête à coup de barre de fer, c'est un traitement qui pourrait à la rigueur être logique avec les fellaghas, mais pas du tout avec ceux dont on prétend qu'ils ne demandent qu'à rester français".

(Gazette de Lausanne du 14.9.1961)

Sur les élections allemandes

Le parti "Deutsche Friedens Union", parti militant pour la neutralité et la "non-atomisation" de l'Allemagne a récolté le 17 septembre quelque 600'000 voix dans l'ensemble de la RFA, soit le 1,9% des voix.

Si l'on pense qu'il faut au moins le 5% des suffrages pour être représenté au Reichstag, on comprend mieux le jeu de chat et de souris auquel s'amuse librement Mende (leader des libéraux) et Adenauer, dont la fausse sortie n'a étonné personne, mais bien déçu quelques-uns, parmi lesquels le ministre Strauss, désireux de faire une "Allemagne plus forte" ... sous sa conduite bien entendu.

A propos de l'hymne national

Nous ne chantons plus "Oh ! monts indépendants" mais "Mon Dieu protège mon pays". Comme ceci ne paraît pas passionner les foules nous proposons l'"Ave Maria" c'est au moins de la musique.

L'école à papa

M. A. Jaccard et C. Duttweiler, professeurs à l'Ecole complémentaire commerciale de Lausanne, exposent dans un manuel d'économie nationale en usage dans les écoles commerciales et professionnelles du canton des idées très pertinentes sur la question. Voici deux des facteurs défavorables à notre économie :

"pas de colonies d'où tirer quelques matières premières essentielles et déverser le trop-plein de population" (op.cit. p.11)

"un des standards de vie les plus élevés d'Europe, ce qui ne nous permet guère de lutter contre les pays qui paient mal leurs ouvriers."
(op.cit.p.11)

Précisons bien qu'il s'agit d'une nouvelle édition (1961) du manuel !

* * * * *

Le LDE à l'étranger

Fin juillet - début août, des délégations de tous les pays du monde se sont réunies à Moscou en un "Forum de la Jeunesse". La Suisse y était représentée par 3 délégués : Jeunesse libre et les deux LDE de Lausanne et Genève.

Le délégué du LDE de Genève a représenté les deux mouvements au "Séminaire de la presse étudiante internationale", qui eut lieu à Bucarest.

D'autre part, les LDE de Lausanne et Genève ont demandé leur admission au sein du "Comité de Stockholm" pour la paix en Algérie ainsi qu'à la FMJD (Fédération Mondiale des Jeunesses Démocratiques).

* * * * *

Suivez le guide !

D'un discours du Général, nous extrayons :

"La France montre à l'Algérie ce que dans le fond l'Algérie elle-même désire : le droit et la possibilité de prendre en main son propre destin. La France n'en demande pas davantage."

Quels cancrecs ces Algériens ! il leur faut huit ans de guerre pour comprendre ça

Une Amérique impitoyable et sauvage ...

En 1940, presque inconnu, mourait à l'âge de 47 ans un écrivain américain du nom de Nathanaël West. Ses amis, Faulkner, Dos Passos, Hemingway, l'avaient pour ainsi dire oublié.

Aujourd'hui, la "beat generation" l'a redécouvert. Ses romans ont été réédités et ont connu un tel succès qu'ils ont même été traduits en français (Ed du Seuil).

Cynisme et désespoir

L'oeuvre de Nathanaël West (elle comporte quatre romans assez courts) est délibérément placée sous le signe du cynisme et du désespoir. La vie est absurde, les hommes mauvais et Dieu n'existe pas (ou s'il existe, il se garde bien de se mêler de nos affaires).

Ainsi, dans UN MILLION TOUT ROND, le héros est successivement volé, passé à tabac, scalpé et finalement assassiné, tout en étant parfaitement innocent et foncièrement bon. Et pour comble de malheur, il finira comme héros du parti fasciste national.

On a dit du style de West qu'il n'était pas sans rappeler celui d'Henri Michaux. C'est vrai : chez ces deux écrivains, l'on rencontre les mêmes formules à l'emporte-pièce, les mêmes boursoufflures, le même rythme de phrase extrêmement haurté et comme délirant.

A vrai dire, chez West, tout est démesuré. Ainsi, dans L'INCENDIE DE LOS ANGELES (qui est considéré comme le meilleur roman sur Hollywood), on voit arriver en Californie toute une horde de déclassés, de peintres sans talent, de figurants en mal de contrat, faune terrifiante et misérable qui finit dans l'hystérie collective et le délire.

La traversée des apparences

West est aussi un peintre d'une précision fulgurante. Il a le sens de l'image (Il a d'ailleurs longtemps travaillé à Hollywood comme scénariste). Mais lorsqu'il peint Hollywood, ce n'est pas le Hollywood des studios qui l'intéresse, ni celui des villas avec piscine et zoos pour millionnaires, mais le monde truqué et misérable de tous ces pauvres types qui cherchent vainement un emploi et du pain. Toutefois, il n'a pitié de personne. Un destin irrémédiable accompagne tous ses personnages, et il est impossible de lui échapper. Alors, le héros de West rit de ses mésaventures à en pleurer. Mais ses sanglots eux-mêmes se perdent dans le temps qui est oublié.

L'Amérique de West est le contraire de l'Amérique traditionnelle, bon enfant, optimiste et heureuse. C'est un pays de cauchemar. Une jungle impitoyable et sauvage.

Mais n'oublions pas qu'il a écrit ses livres entre la Grande Dépression et la Seconde Guerre mondiale. Et comme le remarque Monique Nathan, dans ce Luna-Park géant qu'était l'Amérique au seuil des années 30, la grimace ne suffisait plus à cacher l'horreur, ni le rire à masquer le drame.

L'originalité de West

Le récit le plus célèbre de West est celui de ce journaliste raté qui écrit dans les colonnes d'un médiocre journal le "courrier du coeur" et le signe du nom ridicule et pathétique de "Miss Lonelyhearts" (Mademoiselle Coeur-Brisé). Dans son effort pour sauver l'humanité dont la misère le gagne comme une maladie, il s'enfoncé petit à petit dans une folie étrange et neurt sans même avoir le courage de se suicider.

Tout mène à la mort. A une mort qui est néant. Rien n'est épargné chez West, ni le sentiment amoureux, ni la confiance en l'homme ou dans l'avenir.

Alors que chez chaque écrivain (même chez les plus pessimistes), il y a une porte de sortie ou, si l'on préfère, un purgatoire; chez West, au terme de la quête de ses héros, on ne découvre que la mort. Une mort misérable et gratuite.

Le seul acte de foi (anti-moderniste et sans grande portée) de Nathanaël West est placé dans la bouche d'un chef Peau-Rouge :

"Nous avons vécu ici de temps immémorial et tout y était délicieux et frais. Le Visage-Pâle survint et dans sa sagesse gorgea le ciel de fumée et les rivières d'indigènes....."

Roland Jaccard

N O V E M B R E 1961
Semaine internationale pour l'amnistie
des prisonniers politiques en Espagne
à L a u s a n n e
du 27 octobre au 3 décembre

Partisans

Une nouvelle revue est née au début de cet automne : Partisans.

Placée sous la direction de François Maspero, elle compte notamment parmi les membres de son comité de rédaction Gérard Chaliand, Jean Dupré, Maurice Maschino, Pierre-Jean Oswald et un lausannois Nils Andersson.

Avec de tels noms, il n'est presque pas nécessaire de préciser qu'il s'agit d'une revue profondément engagée dans l'actualité politique.

"Nous l'appuyons (la révolution algérienne) dans un contexte beaucoup plus vaste, dont elle n'est qu'un élément : l'émergence du tiers-monde. Nous pensons que notre époque, et probablement toute la seconde moitié du vingtième siècle, sera dominée par ce phénomène gigantesque, brusquement inauguré en Chine : l'accession des peuples de couleur à l'histoire politique du monde, et leur participation croissante à son histoire économique, culturelle et sociale.

"Persuadés que cette participation, que cette nouvelle oecuménicité est un souverain bien pour l'avenir de l'espèce humaine, nous avons optés pour une aide inconditionnelle à tout peuple, comme à toute nation, en lutte pour son indépendance."

Ce texte est extrait d'un article signé Vercors : "Nous sommes des partisans", article qui définit en quelque sorte la ligne de conduite de la revue.

Pour nous, Suisses romands, elle présente encore un intérêt tout particulier; dès le troisième numéro "Partisan" s'ouvrira aux problèmes plus spécifiquement

suisses. Une rédaction suisse est en train de se constituer, organisée par Nils Andersson (La Cité éditeur, Métropole 10, Lausanne) et tous ceux que cela intéresse peuvent s'adresser directement à lui ou au MDE.

Pour protéger la Suisse
REFUSEZ L'ARME ATOMIQUE

Brochure éditée par le Rassemblement lausannois contre l'armement atomique de la Suisse.

Préface de Monsieur le Professeur Jean Rossel, directeur de l'Institut de physique de l'Université de Neuchâtel et membre de la Commission fédérale de l'énergie nucléaire.

Prix de vente fr. 1.-

Prix de soutien : dès fr. 2.50

Tous renseignements auprès du MDE

Mère Jeanne des Anges

Avant de visionner Mère Jeanne des Anges, le spectateur non prévenu aurait intérêt à consulter un traité de démonologie. Il y apprendrait que Satan lui-même ou certains de ses acolytes infernaux jouissent de cet inquiétant pouvoir qu'on nomme la possession : un diable, ou parfois plusieurs peut pénétrer dans le corps d'un individu et se manifester en faisant exécuter à sa victime des actes saugrenus. Heureusement les prêtres sont à même, par des exorcismes savamment combinés, d'expulser les intrus.

Un de ces épisodes, hélas de plus en plus rare de nos jours, est celui des possédées de Loudun tel que le rapporte Vigny dans "Simplicissimus". Une supérieure de couvent est amoureuse du curé de sa paroisse; elle veut l'attirer vers elle et simule pour cela des scènes de possession diabolique; le malheureux prêtre sera convaincu de sorcellerie et finira sur un bûcher.

Le réalisateur polonais Kawalerowicz s'est inspiré de cette anecdote. Il la transpose en Pologne et commence son récit à l'endroit où se termine celui de Vigny. Le curé de paroisse a été brûlé et remplacé par un vieillard inoffensif, mais dans le couvent les scènes de possession se déroulent de plus belle. Un quarteron d'exorcistes locaux ne parvient pas à dominer la situation; on fait donc appel à un spécialiste du dehors, le Père Joseph qui sera surtout chargé d'expulser les démons qui habitent la Supérieure, Mère Jeanne des Anges. Hélas le père Joseph échoue, il tombe amoureux de la Supérieure, est possédé à son tour et assassine deux innocents pour conserver en lui les démons qu'il croit avoir soustraits à Mère Jeanne.

Les polémiques suscitées par ce film, tant dans les milieux athées que dans les cercles croyants, en démontrent à la fois l'intérêt et la complexité. Kawalerowicz ne nous aide guère : il n'aime pas parler "ni avant, ni pendant, ni encore moins après ses films". Cependant il avoue : "J'ai essayé d'élargir les possibilités du récit cinématographique et en particulier de transmettre certaines idées sans les rendre explicites, simplement en les suggérant : le sens du film doit être déchiffré et l'imagination du spectateur est mise à contribution".

Certes le caractère anti-religieux et anti-catholique de ce film ne saurait échapper. Et les divers censeurs de l'Église catholique ne s'y sont point trompés. Un personnage remarque : "Tant que les paysans croient au diable ils prient Dieu". Et Kawalerowicz ne manque pas de démonter avec beaucoup d'ironie tout le mécanisme de la possession, de ce jeu auquel les acteurs ne croient qu'à moitié et dans lequel ils se laissent entraîner plus par esprit d'imitation que par conviction. Mère Jeanne se croit-elle réellement possédée ? Peut-être, mais en tous cas elle sait habilement simuler et ne recule pas devant l'emploi de trucs grossiers (main trempée dans de la suie) pour essayer de bluffer un spectateur trop crédule. Et quelle charge irrésistible que cette scène d'exorcisme dans l'église, traitée sous forme d'opéra-bouffe, avec chœurs et ballets.

Mais la parodie n'envahit pas tout le film, loin de là. Elle n'en constitue qu'un contrepoint linéaire au thème central : la rencontre physique du père Joseph et de la mère Jeanne. Thème érotique qui se développe dans un univers clos où les êtres se signifient dans les objets qui les entourent et dans les attitudes qu'ils prennent, où les rares ouvertures vers l'extérieur ne sont point des fenêtres mais plutôt des miroirs reflé-

tant et caricaturant les pensées intimes des personnages telle la servante d'auberge Bégrillarde, transposition de mère Jeanne; tel ce valet d'auberge demeure, caricature des exorcistes. Thème d'une violence froide et contenue, d'une passion brûlante comme de la glace qui atteint son paroxysme dans la scène où Joseph et Jeanne s'aiment dans l'étendage du couvent, après un extraordinaire déshabillage par linge interposé.

L'écriture volontairement sèche et abstraite de Kawalerowicz, sans tendresse ni enjolivure, ce style objectif et glacé, très voisin de celui de Sade, lui permet de dépasser la description, le simple constat. Et son film prend alors toute sa signification. Il s'agit d'une dénonciation de l'aliénation, de toute aliénation. Il montre l'absurdité d'un monde aliéné, possédé. L'impossibilité de combattre un tel système, en acceptant les règles du jeu qu'il propose, éclate : pour vaincre les démons, le père Joseph s'adresse à eux, il prie et se mortifie; il accepte la lutte sur le terrain choisi par l'adversaire, il s'attaque aux effets et non aux causes. Il refuse d'exister par lui-même, il veut devenir autre. Même l'amour ne parvient pas à le sauver, ni la recherche abstraite de la vérité, car toutes ses démarches il les entreprend avec une attitude idéaliste. Le père Joseph, la mère Jeanne, le Rabin, la petite nonne tourière, tous évoluent finalement dans ce même monde où l'on n'est pas, mais où l'on paraît, où l'essence précède l'existence, où chacun est devenu autre. A la fin du film le père Joseph est devenu fou, criminel, définitivement aliéné : il n'entend plus sonner la cloche du couvent destinée à guider le voyageur égaré.

Les cinéastes polonais se sont réunis en différents groupes, il y en a 8 exactement, parmi lesquels "Kadr" est sans doute le plus important. Il compte en effet parmi ses membres des réalisateurs tels que Wajda, Kutz, Munk; Kawalerowicz en est le directeur artistique c'est-à-dire

qu'il est chargé de conseiller et de guider le groupe. Et nous tombons là sur un aspect curieux du cinéma polonais; contrairement à ce que l'on pourrait tout d'abord imaginer, le directeur n'est pas un monsieur qui décide en dernier ressort, mais c'est quelqu'un grâce à qui l'élaboration d'un film devient réellement une oeuvre collective. L'auteur du film en est le responsable, mais à chaque étape de son travail il s'efforce de dépasser ses préoccupations strictement personnelles pour créer une oeuvre qui réponde le mieux possible à des préoccupations générales et c'est ainsi que le groupe "Kadr" forme réellement une école dont le programme tient en ces deux points : créer un cinéma socialement engagé, créer un langage cinématographique nouveau.

Mère Jeanne des Anges est sans aucun doute un film complexe. Un film noir peut-être, puisqu'il n'indique aucune issue. Mais avant tout un film accusateur. Kawalerowicz y dresse un réquisitoire implacable et passionné, avec ce lyrisme de l'intelligence, contre tout dogmatisme et contre toute entrave apportée au libre développement individuel.

J.A. Antonioli

BIBLIOGRAPHIE

- Nathanaël West - Romans, traduits de l'américain par Marcelle Sibon, Seuil Fr 16.10
 Günter Grass - Le Tambour, traduit de l'allemand par Jean Anslar, Seuil Fr 16.10
 Simonov - Les Vivants et les Morts, traduit du russe par R. Huntzbucler et André Robel, Julliard Fr 19.15
 Cholokov - Le Don paisible, tome V, traduit du russe par A. Vitez, Julliard Fr 10.75
 Vladimir Pozner - Le lever du rideau, Julliard Fr 9.50
 Alfred Hutchinson - La Route du Ghana, Albin Michel (l'apartheid) Fr 9.--
 B. Brecht, Théâtre complet tome IX, L'Arche Fr 10,75
 A. Adamov - Printemps 71, Gallimard Fr 9.80
 Gérard Chaliand - Poésie populaire des Turcs et des Kurdes, Maspero Fr 8.50
 Malek Haddad - Ecoute et je t'appelle, poèmes précédés de Les Zéros tourment en rond, Maspero Fr 8.50
 P. Broué et E. Temime - La Révolution et la guerre d'Espagne, Editions de Minuit Fr 31.50
 Fidel Castro parle, textes de la Révolution cubaine présentés et traduits par J. Grignon-Dumoulin, Maspero Fr 16.10
 E. Che Guevara - La guerre de guerrilla, Maspero Fr 8.50
 P. Togliatti - Le parti communiste italien, Maspero Fr 8.50
 G.L. Mattei - Disponibles (récits), Maspero Fr 8.50

Jean-François Held - L'Affaire Loumié, Maspero Fr 1.70
 Jean Sunet-Canale - L'Afrique Noire, géographie, civilisation, histoire, Ed. sociales Fr 17.10
 Les Harkis à Paris, dossier présenté par Paulette Béju, Maspero Fr 5.05

Principes du marxisme-léninisme, oeuvre collective de 40 spécialistes soviétiques Fr 6.10
 Lenzman - L'origine du christianisme, Ed. Moscou Fr 4.80
 R. Luxembourg - Réforme sociales ou Révolutions ? Ed. Moscou Fr 2.20

Revue

Recherches Internationales No 22 - L'Afrique Noire Fr 6.65
 Recherches Internationales No 23/24 1938-1941, le monde prend feu Fr 8.75
 Positif No 40 Fr 3.40
 Positif No 41 (Autan-Lara) Fr 3.40

Disques

Chansons d'Aragon par Monique Lorelli, Chant du Monde LMA 4212 Fr 20.50
 Chants de la Révolution cubaine, Rinascita, CRA 0020 Fr 19.50
 Chants du Congo indépendant, Rinascita CRA 0024 Fr 19.50

LIBRAIRIE - PIERRE RIEBEN
 19 Escaliers du Marché Lausanne
 Tel. 23.90.50

Les activités du Mouvement Démocratique des Etudiants

Le MDE entre, ce semestre, dans sa troisième année d'existence. Fort des expériences acquises, il se propose de rester fidèle à la ligne de conduite tenue jusqu'ici. Plus que jamais, il veut grouper le plus grand nombre possible d'étudiants de gauche et se refuse absolument à entrer dans le cadre de quelque parti politique que ce soit.

Cependant, en tant qu'organisation étudiante de tendance syndicale, il tient à participer étroitement à la vie publique du pays. C'est pourquoi il participe à l'action du "Rassemblement vaudois pour la défense de l'initiative antiatomique". C'est aussi ce qui le pousse à soutenir le "Comité vaudois pour une amnistie politique en Espagne".

Voici quelles seront nos activités au cours du semestre d'hiver :

- Campagne d'information sur le syndicalisme étudiant et la démocratisation des études supérieures, comprenant :

la diffusion d'un manifeste
 une conférence et un débat.

- Publication d'un bulletin culturel et politique

- Organisation de conférences :

Problème de l'armement en Suisse
 Antisémisme en Suisse
 La Guerre d'Espagne

- Participation active à la campagne du "Rassemblement lausannois contre l'armement atomique de la Suisse.

- Participation à la campagne pour l'amnistie des prisonniers politiques en Espagne.

- Séances consacrées à la discussion de textes de base du marxisme-léninisme.

Le MDE invite tous ses membres et sympathisants à participer aux séances de discussion sur des textes de base du marxisme-léninisme qui auront lieu au cours des deux semestres prochains. Le but de ces séances est une information plus grande des étudiants sur les données fondamentales du marxisme. Nous nous proposons d'utiliser un livre très récent "Principes du marxisme-léninisme" réalisé par 40 spécialistes soviétiques.

La première séance sera consacrée au "manifeste du parti communiste" et les suivantes aux "Principes du marxisme-léninisme" selon le programme suivant :

Jeudi 26 octobre	-	Manifeste
mardi 14 novembre	-	Principes chapitre 1
Jeudi 30 novembre	-	chapitre 2
vendredi 15 dec.	-	chapitre 3
mercredi 10 janv.	-	chapitre 4
vendredi 26 janv.	-	chapitres 5,6,7
mardi 13 février	-	chapitres 8,9,10
jeudi 1er mars	-	chapitres 11,12,13
mardi 20 mars	-	chapitres 14,15,16
mercredi 11 avril	-	chapitres 17,18,19,20

Au début de chaque séance, un des participants introduit le texte lu auparavant par chacun, texte qui est ensuite soumis à la discussion.

Toute personne intéressée par cette étude peut prendre contact avec l'un des membres du comité (Golovtchiner, Ehinger, Delaloye) qui peuvent être atteints aux heures des repas au FRU, tel. 23 83 75

E T U D I A N T S !

Pour

imposer un syndicalisme étudiant valable

défendre les intérêts des étudiants à l'intérieur de l'Université

assurer une diffusion plus large des idées de gauche

aider au renouveau démocratique du pays

participer en Suisse à la lutte contre l'armement atomique

aider sur le plan international vos camarades en lutte contre l'impérialisme et le colonialisme

venez sans tarder vous INSCRIRE au

MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS

Le Mouvement démocratique des étudiants s'efforce de grouper les étudiants de gauche. Il n'est l'émanation ni d'un parti ni d'une organisation politique, quelle que soit. Toutes les tendances de la gauche peuvent y coexister, s'y confronter, sans monopole idéologique d'aucune sorte. Sans cacher les divergences qui peuvent les séparer, les membres du MDE mettent en avant les principes et les objectifs qui les unissent. Rassembler les étudiants de gauche, confronter leurs opinions, proposer des solutions aux problèmes qui les préoccupent, telles sont les raisons d'être du MDE.

E T U D I A N T S , inscrivez-vous en nous écrivant :

Mouvement démocratique des étudiants
Case Ville 1507
Lausanne

ou en prenant contact avec un membre que vous connaissez.

Composition du comité du LDE pour le semestre d'hiver

Président G. Delaloye, Fac. de Lettres et SSP

Vice-présidente Y. Jaggi, Fac. de Lettres et SSP

Secrétaire F. Thévoz, Fac. de Médecine

Affaires internes M. Ehinger, Fac. SSP

Relations

internationales L. Golovtchiner, Fac. des Lettres

Relations

nationales P. Schwed

Bulletin J. Gubler, Fac. des Lettres

Le Bulletin du Mouvement Démocratique des Etudiants
no 7, novembre 1961, est tiré à 850 exemplaires.

Prix de vente : Fr -.50